

Les démons de l'Amérique

par Marc-André Cotton

Résumé : Les citoyens laissent à leurs représentants le pouvoir de manipuler une anxiété collective dont ils refusent de reconnaître l'origine dans leur enfance. La réélection confortable de George W. Bush illustre cette réalité inconsciente.

Début septembre, lors de la Convention républicaine de New York, le chef de cabinet de George W. Bush, Andrew Card, déclara que ce dernier se préoccupait de son pays « *comme d'un enfant de dix ans* » qui a besoin d'un parent pour le protéger. « *Il n'y a aucun doute que notre président fera ce qui est en son pouvoir pour assurer notre protection*, plaida-t-il, *quoi qu'en disent les sondages, les groupes de pression ou même l'ONU.* » Évoquant une visite présidentielle au *Walter Reed Army Medical Center*, un hôpital militaire où sont soignés de jeunes soldats mutilés en Irak, Card rappela ensuite ce qui apparaît comme le prix de ce paternalisme : « *Dans une chambre, un soldat essaya de se dresser pour présenter ses respects au président, mais il n'avait plus de jambes. Il voulut faire le salut militaire, mais il n'avait plus de bras. Alors, le président se pencha sur lui. Chacun retint son souffle et, quand il lui remit un Purple Heart [médaille attribuée pour blessures], des larmes coulèrent dans l'assistance.* » (1)

Cette tragique mise en scène résume à elle seule la névrose qui attache une proportion importante de citoyens américains à leurs représentants politiques et les conduit à plébisciter leurs propres bourreaux en dépit des souffrances que ceux-ci leur imposent. Elle symbolise la mutilation que les parents infligent en toute légitimité à la conscience de leurs enfants en les dépossédant de leur spontanéité ; l'aveuglement collectif qui résulte de ce drame intime constituant l'une de ses conséquences psychologiques. Une telle perspective permet de comprendre les récents développements de l'actualité politique américaine et, plus profondément, les illusions que nous entretenons tous à l'endroit du système démocratique.

Modèle patriarcal

La plupart des hommes qui commandèrent aux destinées de la Révolution américaine faisaient partie de l'élite coloniale protestante. Pour James Madison, l'un des inspirateurs de la Constitution et quatrième président des États-Unis, un système politique qui reflétait l'expression de la volonté populaire était « *incompatible avec la sécurité des personnes et le droit à la propriété* ». Fils d'un planteur virginien d'origine anglaise, enrichi par l'esclavage, il craignait pour les privilèges de sa classe sociale et associait la démocratie à la révolte des opprimés. C'est pourquoi il défendit avec succès l'idée républicaine selon laquelle le « *bien public* » serait plus avantageusement représenté par une sélection de citoyens aisés « *dont la sagesse discernerait mieux [que le peuple] le véritable intérêt de la nation, et dont le patriotisme et l'amour pour la justice [sic] les porteraient moins à sacrifier ce dernier à des considérations temporelles ou partisans* » (2).

Calqué sur le modèle de la famille patriarcale et de l'exploitation coloniale, ce système politique a donc posé les institutions publiques états-uniennes sous l'influence grandissante d'intérêts privés, favorisant le développement d'un capitalisme despotique dont les représentants de la dynastie Bush comptent parmi les disciples les plus affairés (3). Identifiés à cet état d'esprit, les citoyens en mesure de faire valoir leur droit de vote désignent encore

leur président par l'intermédiaire de grands électeurs, un système majoritaire partisan qui eut parfois pour effet – comme ce fut le cas en 2000 – de porter à la tête du pays un candidat ayant obtenu moins de voix que son adversaire au niveau national, soulignant ainsi l'extravagance des campagnes électorales (4).

Héritage esclavagiste

Les rapports de classe qui prévalaient aux temps de l'esclavage ont pu ainsi être remis en scène en dépit des mesures politiques prises, sous la pression populaire, pour amoindrir les conséquences de leur iniquité. Bien que légalement garantis par le *Voting Rights Act* (1965), les droits civiques des plus démunis seront donc toujours bafoués par des lois ou des décisions administratives régionales, ayant pour fonction de préserver les privilèges de l'élite blanche protestante, particulièrement dans le Sud. Quelque 4,7 millions de citoyens sont, par exemple, privés de leur vote parce qu'ils ont un casier judiciaire, une mesure qui touche aujourd'hui 13 % des hommes afro-américains. La plupart de ces dispositions remontent au XIXe siècle : elles visaient à bannir les Noirs des scrutins et prenaient pour cela en compte des délits mineurs. Selon une étude publiée par l'université du Minnesota, le camp démocrate aurait gagné l'élection présidentielle en 2000 et contrôlerait probablement le Sénat si tous les citoyens avaient effectivement pu s'exprimer (5).

Dans un récent communiqué de presse, l'association *Parents and Teachers Against Violence in Education* (PTAVE) rappelle la persistance d'une autre pratique esclavagiste, encore largement répandue dans les établissements scolaires états-unis : *le droit accordé aux professeurs de battre leurs étudiants* (6). Vingt-deux États américains encouragent les châtiments corporels dans les écoles, par l'usage de la même planche de bois que les maîtres blancs utilisaient contre leurs esclaves récalcitrants (*fig. 1*). Au Texas par exemple, plus de 80 000 élèves – et les Afro-américains toujours davantage que les autres – sont ainsi frappés annuellement, une violation flagrante de leur intégrité dont les répercussions psychologiques se manifestent largement sur le plan politique.



Fig. 1 : L'usage esclavagiste de la palette de bois (1845).

Enjeu politique de la violence éducative

Les parents sont les premiers à justifier la violence éducative à l'égard de leurs enfants, comme l'indiquent plusieurs études qui estiment que près de 90 % d'entre eux ont recours à la fessée dans l'intimité des foyers américains (7). Mais les électeurs les plus

attachés à l'usage des châtiments corporels, notamment au sein des établissements scolaires, paraissent également plus enclins à soutenir le camp républicain. Lors de sa première campagne présidentielle, le candidat George W. Bush s'était fait l'avocat d'un amendement législatif – le *Teacher Protection Bill* – qui devait protéger les enseignants contre les réclamations des parents qui se plaindraient des coups reçus par leurs enfants. Son soutien inconditionnel à la peine capitale, sa politique étrangère punitive et sa référence constante à la valeur du sacrifice personnel en font certainement le représentant idéal de ceux qui – ouvertement ou non – revendiquent dans leur famille la présence d'une autorité paternelle toute-puissante, d'essence divine. De même que les Pères fondateurs se référaient à la Bible pour justifier l'esclavage, les organisations religieuses qui soutiennent la politique de l'administration Bush – comme *Focus on The Family*, du Dr James Dobson – défendent d'ailleurs publiquement le recours aux châtiments corporels, au nom d'une éducation dite chrétienne (8).

Le succès d'audience du film de Mel Gibson, *La Passion du Christ*, sur lequel des millions d'Américains semblent avoir projeté leur propre calvaire d'enfant, confirme le sentiment qu'un enjeu important de ces présidentielles se noue autour de la question éducative. Lors du premier débat télévisé opposant George W. Bush à son *challenger* démocrate John F. Kerry, les deux hommes ont eu un échange surprenant à propos de la tenue vestimentaire de leurs filles respectives. Sur un ton de plaisanterie, Bush affirma « *essayer de les tenir en laisse* » tandis que Kerry répliquait en riant « *avoir appris à ne pas le faire* » (9). Derrière la blague révélatrice du président – qui rappelle d'ailleurs certaines des tortures d'Abou Ghraib – se profilent deux conceptions différentes de la relation à l'enfant : le premier est entièrement identifié au parent répressif, le second ne l'est plus complètement. Mais loin de le desservir aux yeux de l'opinion, l'autoritarisme misogyne du Républicain démarque encore celui-ci de son concurrent démocrate, jugé trop « *faible* » pour être crédible dans le rôle du Père de la nation.

Idéalisation de l'agresseur

Pour nombre d'Américains ayant subi l'éducation traditionnelle, fondée sur le mépris et la violence, l'attachement à Bush tourne à la dévotion. Ce qu'ils vénèrent en lui, c'est l'image du Père idéal qu'ils ont dû se forger, enfants, pour survivre à la monstrueuse inconscience de leur père réel et ne pas sombrer dans le désespoir. Ce phénomène d'idéalisation explique l'aveuglement qui fait dire à un supporter républicain : « *L'une des raisons pour lesquelles je respecte ce président, c'est qu'il est vraiment honnête.* » (10) Une étude publiée récemment par *Scientific American* montre comment le stress que les parents imposent à l'enfant par leurs exigences éducatives altère son développement neuronal, l'obligeant à intégrer des schémas de survie qui vont empoisonner sa vie d'adulte. Ces mécanismes d'adaptation à la névrose incluent notamment une agressivité compulsive face aux obstacles et une réactivité exacerbée à tout danger potentiel, des expressions d'anxiété qui conduisent l'auteur à conclure : « *La société récolte ce qu'elle sème dans la manière dont elle éduque ses enfants. Le stress [imposé à l'enfant] sculpte littéralement [son] système nerveux et engendre divers comportements antisociaux, bien que défensifs à la base.* » (11)

L'idéalisation de l'agresseur, que le président Bush utilise largement pour renforcer son emprise sur l'électorat, est favorisée par ses références constantes à la figure divine. Dans un pays où, d'après un sondage, 46 % des citoyens se déclarent chrétiens évangélistes, celui-ci à *beau jeu* de prétendre que ses décisions sont guidées « *par la main d'un Dieu juste et fidèle* » (12). Ce positionnement politique a pour effet de réactiver les terreurs issues de l'enfance et de figer le peuple dans une posture de soumission à ses dirigeants. Tout choix autonome impliquerait la remise en cause de l'ordre imposé par le père et l'accueil en conscience des souffrances refoulées, jadis, face à la violence parentale. À l'image du

patriarche de la famille traditionnelle, la classe dirigeante devient alors la garante du refoulement des causes réelles de ces remontées émotionnelles, dès lors interprétées dans le sens du maintien de son pouvoir, une fonction de rassurance pour laquelle ses administrés lui témoignent en retour une loyauté par définition névrotique (fig. 2).



Fig. 2 : Le leader se présente comme la figure d'un père rassurant, après avoir réactivé la terreur refoulée de l'enfant en chacun. G. W. Bush : "Tout ira bien si vous votez pour moi". Sur son livre : "Contes de terreur". (Courrier international No 721, 26.8.04)

Présidence sacrificielle

De nombreux observateurs ont noté la célérité avec laquelle l'administration Bush instrumentalise la terreur à des fins de pouvoir. L'essentiel de sa rhétorique politique puise dans la manipulation des traumatismes réactivés par les attentats du 11 septembre 2001, comme en témoigne la doctrine du *Shock and Awe* – le choc et l'effroi –, théorisée pour justifier les guerres menées à ce jour contre l'Afghanistan et l'Irak (13). L'impact psychologique de cette catastrophe sur l'opinion publique fut comparable à ce que l'on nomme aujourd'hui un *syndrome de stress post-traumatique* : un état de stupeur hypnotique qui suit immédiatement l'exposition du sujet à des circonstances dramatiques bouleversant ses repères les plus essentiels. Mais, à la différence des victimes et des témoins directs des attentats, les téléspectateurs américains perçurent l'événement à travers le prisme de leur propre passé refoulé, particulièrement celui de la terreur subie face à la violence du père. Deux jours après la tragédie, tandis que le pays était plongé dans un sentiment d'extrême affliction, les télévangélistes Pat Robertson et Jerry Falwell n'attribuèrent-ils pas les attentats à une « *punition divine* » à l'encontre de ceux qu'ils accusent de séculariser l'Amérique ? (14)

Le rappel à l'ordre paternel fut entendu au-delà de toute prévision. Six semaines plus tard, le législatif américain approuva une série de mesures d'exception – le *USA Patriot Act* – avec un tel empressement que plusieurs membres du Congrès admirèrent n'avoir pas eu le temps de lire les centaines de pages de ce texte (15). D'autres mesures politiques punitives allaient suivre rapidement, des efforts de type maniaque visant à réprimer une anxiété collective d'autant plus accablante que le dévoilement de son origine réelle resterait interdit. Sur le plan extérieur, l'administration Bush lança ses guerres contre l'Afghanistan et l'Irak. À ce jour, cette dernière a englouti à elle seule plus de \$ 126 milliards de fonds publics, soit une facture de \$ 3 415 pour chaque famille américaine. (*The Guardian*, 25.6.04) Des dizaines de milliers de jeunes soldats, ayant pu échapper à la mort ou aux mutilations, ramèneront dans leurs foyers de graves séquelles post-traumatiques, faisant de l'existence quotidienne un cauchemar permanent que subiront de plein fouet femmes et enfants. « *Chez certains vétérans d'Irak*, explique un neuropsychiatre, *une porte qui claque, un coup de marteau ou le*

déclencheur d'un appareil de photo suffit à leur faire perdre la tête. » (16) Qu'en sera-t-il alors des cris d'un bébé ?

Consciences mutilées

Mais la compulsion punitive de l'administration Bush s'est aussi manifestée en politique intérieure. Dès les premiers mois de son mandat, sous couvert d'une relance de l'investissement, le président fit voter un plan de réductions fiscales de plus de mille milliards de dollars, principalement destinées aux classes les plus aisées. Après les événements du 11 septembre, il décrocha le plus gros budget militaire jamais approuvé par le Congrès, soit quelque \$ 450 milliards. Ces mesures dopèrent les statistiques économiques américaines à court terme, tout en justifiant des coupes dramatiques dans les dépenses publiques afin de réduire à long terme le gigantesque déficit budgétaire ainsi créé. « *La politique fiscale de l'administration Bush, explique un commentateur, a pour objectif délibéré de provoquer la faillite du gouvernement fédéral, justifiant ainsi un programme de privatisations radical.* » (17) D'après l'économiste Paul Krugman par exemple, une famille américaine sur trois pourrait se retrouver sans couverture de santé d'ici à deux ans, à la suite des réformes du système *Medicare* imposées par les Républicains, essentiellement parmi la classe laborieuse (18).

L'état d'esprit qui motive ces mesures budgétaires favorise la résurgence de réflexes relationnels calqués sur la violence du père : lorsqu'une majorité de travailleurs vit dans l'angoisse de perdre ses moyens de subsistance, elle n'a guère la disponibilité de mettre en cause ses rejouements, ni ceux de la minorité qui l'exploite. Elle ne considère pas l'intérêt de faire un travail sur soi pour se libérer de ses souffrances. Les priorités de la hiérarchie politique s'imposent alors jusque dans l'intimité des foyers. Sous l'impératif du refoulement, les parents se retournent contre leur progéniture – dernier maillon d'une longue chaîne relationnelle – plutôt que d'engager une démarche personnelle qui leur permettrait de reconnaître et d'accueillir l'expression de leur propre conscience et celle de leurs enfants.

Marc-André Cotton

© 10/2004 – M. A. Cotton / www.regardconscient.net

Notes :

- (1) Propos rapportés par Sarah Schweitzer, *President as Protector*, Boston Globe, 2.9.04.
- (2) James Madison, *The Federalist Papers No 10*, 1787. Sur cette époque, lire Howard Zinn *Une étrange révolution*, in *Une histoire populaire des États-Unis*, éd. Agone, 2002, pp. 93-122.
- (3) Lire notamment Arthur Lepic, *Ces intérêts privés qui gouvernent les USA*, <http://www.reseauvoltaire.net/article13592.html>.
- (4) Ce cas de figure s'est produit à trois reprises, en 1876, 1888 et 2000, toujours en faveur d'un candidat républicain. En 2000, George W. Bush avait perdu le vote populaire contre Al Gore de plus de 500 000 voix. Lire *Il faut abolir le système des grands électeurs*, Courrier international No 724, 16.9.04.
- (5) Lire Kevin Krajick, *4,7 millions d'Américains privés de droit de vote*, Courrier international No 726, 30.9.04.
- (6) Jordan Riak, *Slavery-derived Whippings Still Widespread*, <http://www.nospank.net/uab.pdf>, 27.4.04.
- (7) Olivier Maurel, *La Fessée, Questions sur la violence éducative*, éd. La Plage, 2004, p. 122.
- (8) Lire Marc-André Cotton, *Sacrifiés au nom du Père*, <http://www.regardconscient.net/archi03/0307sacri.html>.
- (9) Débat rapporté sur le forum *Psychohistory*, <http://www.psychohistory.com>, 4.10.04.
- (10) Lire Rick Perlstein, *Pourquoi ils vénèrent tant leur président*, Courrier international No 721, 26.8.04.
- (11) Martin H. Teicher, *The Neurology of Child Abuse*, Scientific American, mars 2002, <http://www.nospank.net/teicher2.htm>.
- (12) Lire Lewis H. Laphan, *Une grande lumière est apparue au président*, Le Monde diplomatique, juillet 2003, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/LAPHAM/10197>.
- (13) Lire Sylvie Vermeulen, *Une guerre menée contre l'intégrité des consciences*, <http://www.regardconscient.net/archi03/0306integrite.html>.
- (14) *Americains United Responds To Statements by Falwell and Robertson about Terrorists Attack on America*, 17.9.01, http://www.au.org/site/News2?abbr=pr&page=NewsArticle&id=6028&security=1002&news_iv_ctrl=138.
- (15) *USA Patriot Act, une loi antiterroriste contestée*, in *Made in Bush*, Courrier international hors-série, juin-juillet 2004, p. 72.
- (16) M.L. Lyke, *The unseen cost of war : American minds*, Seattle Post-intelligencer, 27.08.04, http://seattlepi.newssource.com/local/188143_ptsd27.html.
- (17) Michael Meurer, *Is US bankruptcy the golden key to privatization ?*, http://www.truthout.org/docs_04/030304F.shtml, 2.3.04
- (18) Paul Krugman, *Medical Class Warfare*, The New York Times, 16.7.04.